

Voici l'effrayant bilan économique, et tout va empirer avec la pression fiscale

écrit par Jacques Guillemain | 2 octobre 2024





L'effrayant bilan économique, le voici. Mais si Barnier augmente la fiscalité, tout va empirer. On ne sauvera pas la France de la faillite en tuant la croissance.

Et avec le nouveau patron de Bercy qui se dit en extase devant le bilan de Le Maire, ça promet ! A vrai dire, je crains le pire si Barnier ne s'attaque pas aux dépenses inutiles, à la fraude colossale et aux subventions démentielles. Tout est à revoir.

Ces chiffres économiques catastrophiques qu'on nous cache depuis des années, au même titre que ceux de l'immigration et de l'insécurité, montrent que **la France peut s'effondrer à tout moment, aussi bien sur le plan économique que sécuritaire.**

Je reprends les chiffres accablants de Nicolas Baverez, qui, de plus, met en garde contre une hausse de la fiscalité qui ne fera qu'aggraver la situation. Il a raison.

L'excès d'impôt aggrave les délocalisations et fait fuir les investisseurs, les talents et les capitaux vers des cieux plus cléments. L'excès d'impôt plombe la compétitivité des

entreprises, tue la croissance et l'emploi, aggrave le déficit commercial, ce qui induit une baisse des recettes, aussitôt comblée par l'emprunt. **C'est la pyramide de Ponzi. On emprunte toujours plus pour payer des dettes exponentielles.**

Or, en France, la fiscalité est déjà confiscatoire. Faut-il achever une économie à l'agonie ?

Je pensais que Michel Barnier était un homme expérimenté, sensé et lucide. Mais à la façon dont il s'apprête à combler les déficits par l'impôt, j'ai un sérieux doute. **S'il persiste à vouloir alourdir la fiscalité, il va échouer en tuant le peu de croissance qui subsiste.**

On ne redressera pas les finances avec les recettes éculées qui ont échoué. Sarkozy, Hollande, Macron, nous ont tous endettés comme jamais, la France faisant toujours pire que ses voisins, qui ont pourtant subi les mêmes crises que nous (2008 ou Covid).

La France n'a pas un problème de recettes, mais un grave problème de dépenses excessives totalement incontrôlées. Avec plus de 1 400 milliards de dépenses publiques dont 1 000 milliards de social, l'Etat français est le plus dépensier de l'OCDE. Car il distribue plus qu'il ne gagne et vit de l'emprunt perpétuel depuis des lustres.

A quoi bon tirer la sonnette d'alarme si Michel Barnier écrase encore davantage les producteurs de richesses et d'emplois, à savoir les "riches", les entreprises et les épargnants ? C'est suicidaire.

Les chiffres :

– le déficit public annoncé à 5,1 % pour 2024, dépassera en réalité les 6 %

– il approchera les 7 % en 2027, soit les 200 milliards

– mi-2024, la dette publique s'élève à 3 230 milliards, soit 47 500 euros par citoyen, bébés compris (record d'Europe).

La dette pèse 112 % du PIB en 2024 et pèsera 125 % en 2027.

Une catastrophe

- en 2021, les intérêts coûtaient 40 milliards. Ils en coûteront 100 en 2027
- la charge de la dette engloutit trois fois plus que notre croissance de 1 %. En clair, notre croissance nominale est inférieure aux taux d'intérêts.
- les recettes publiques culminent à 52 % du PIB, avec des prélèvements obligatoires de 45 % du PIB, record de l'OCDE
- les prélèvements sur les entreprises atteignent 20 % du PIB, contre 13 % dans l'OCDE
- en 2025, la France va emprunter 315 milliards, massivement auprès des étrangers qui se régalaient de notre gestion de pieds nickelés
- nous empruntons désormais à un taux plus élevé que la Grèce et le Portugal, ce qui en dit long sur la perte de confiance des marchés vis-à-vis de la signature de la France
- la productivité, essentielle dans un monde concurrentiel, a chuté de 6 % depuis 2019
- le déficit commercial nous appauvrit de 100 milliards chaque année
- notre démographie s'effondre, avec 1,67 enfant par femme
- notre système de pensions est déficitaire de 6 milliards, malgré les 71 milliards de subventions étatiques accordés aux régimes des fonctionnaires et aux régimes spéciaux
- sur les 41 millions de foyers fiscaux, seulement 18 millions paient l'impôt sur le revenu
- les 10 % les plus riches, qu'on veut encore saigner, paient déjà 76 % de l'IR, qui rapporte 94 milliards
- les 10 % les plus riches paient le tiers de la CSG, qui rapporte 120 milliards
- la fiscalité sur le patrimoine représente 4,1 % du PIB
- avant tout prélèvement fiscal, les 10 % les plus riches ont un niveau de vie 20 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. Après prélèvement, cet écart tombe à 5,6 fois
- la France est donc le pays le plus redistributif et le plus égalitaire du monde développé
- la France se situe au 26e rang du classement Pisa
- 50 % de la population a du mal à se soigner et la pénurie

de médicaments est devenue chronique

– la France est également 26e au classement du PIB par habitant. Un recul de 13 places depuis 1980

– nous avons un taux de pauvreté de 14,4 %

– nous avons aussi 18 % de mal logés.

On pourrait aligner les chiffres de plus en plus catastrophiques qui s'aggravent d'année en année. Plus rien ne fonctionne dans les services publics, surendettés et inefficaces.

L'illettrisme progresse de façon tragique. Non seulement les cancre s'épanouissent toujours plus nombreux jusqu'au bac, mais les jeunes profs ne maîtrisent même plus la langue de Molière.

Si la France refuse d'admettre que seul le travail crée des richesses et des emplois, en s'adaptant à la concurrence mondiale, au lieu de financer artificiellement le niveau de vie par l'emprunt perpétuel, si elle ne comprend pas que la réduction de la dette passe impérativement par la diminution drastique des dépenses inutiles, alors ce sera le terminus de l'Histoire pour notre France millénaire.

Il aura fallu une trentaine d'années pour que les héritiers de la France gaullienne, enviée, riche et prospère, saccagent l'héritage inestimable des Trente Glorieuses.

Les délires mondialistes, l'immigration de millions de déshérités, dont des légions d'illettrés sans la moindre qualification, n'ont évidemment rien arrangé. **Quand l'immigration du travail représente seulement 10 % des arrivées et que l'immense majorité émarge au guichet social, le pays d'accueil ne peut que s'appauvrir et glisser vers la tiers-mondisation.**

Un crime impardonnable, mais qui restera malheureusement impuni, tant les politiques sont au dessus des lois. Ils ont tout détruit, sans devoir rendre le moindre compte.

Jacques Guillemain

<https://ripostelaique.com/voici-leffrayant-bilan-economique-et>

[-tout-va-empirer-avec-la-pression-fiscale.html](#)